

MANIFESTE DU MEDECIN

Jeudi 29 janvier 2009 : grève générale, c'est-à-dire en réalité de tous les fonctionnaires, ce qui a empêché d'ailleurs certains autres travailleurs (fonctionnaires non grévistes ou autres employés ou chefs d'entreprise) de se déplacer comme il le conviendrait dans le cadre de leur travail. C'est de bonne guerre : pour se faire entendre, il faut que les gens nous remarquent et comment mieux remarquer quelque chose que lorsque ça bouscule les habitudes ? Ceci dit, les désagréments n'ont apparemment pas été aussi importants que l'on aurait pu le craindre.

Parmi les grévistes, les instituteurs ont manifesté contre plusieurs réformes instaurées par le gouvernement en place aboutissant à une école qui laisserait tomber les plus faibles, qui ne tiendrait aucun compte du rôle social et formateur pour l'avenir de nos enfants. Les instituteurs et la population sont inquiets pour l'éducation et l'avenir professionnel de leurs jeunes, notamment à la campagne.

Mais qui s'inquiète du système de soins de nos campagnes ? Certes, ce ne sont pas des fonctionnaires qui sont là en première ligne, mais les médecins et paramédicaux font partie du paysage de la vie quotidienne. Leur nombre n'est déjà plus suffisant pour répondre à la demande actuelle, et la situation semble être vouée à l'aggravation, à la désertification médicale du milieu rural - qui ne l'est plus tant que ça. Et ceci n'est pas le fait du gouvernement actuel, mais des gouvernements précédents, qui n'ont pas voulu voir l'évolution socio-démographique de la population et des soignants.

Aujourd'hui, ces professionnels de santé -aussi bien salariés fonctionnaires que libéraux- s'inquiètent eux aussi pour l'avenir, pour l'accès aux soins pour tous. Cependant, les maires se mobilisent pour les écoles, mais ne semblent pas intéressés par les paramédicaux. Faut-il vraiment attendre qu'il soit trop tard, que la demande de soins ne puisse plus être satisfaite et qu'un des citoyens de leur commune en pâtisse dangereusement, ou encore qu'un médecin vienne à tomber malade lui aussi, pour qu'ils soient alertés ?

Ceci étant dit, les études démographiques parlent d'elles-mêmes : la sous-densité de médecins et leur mode d'exercice entraînera une pénurie de soins même jusqu'en 2025, malgré le retour à un *numerus clausus* assez élevé (sujet qui nécessiterait à lui seul un long chapitre). Il faudra songer à recruter ailleurs -avec les inconvénients que cela suppose-, ou à penser la santé différemment.

Je suis sûre que d'autres professions sont inquiètes elles aussi pour leur pérennité, pour la qualité de leur travail, etc... Peut-être un jour ensemble arriverons-nous à une amélioration avec forcément une restructuration de notre vie de campagne et une modification de nos comportements ?

Dr ARMANET